

Une semaine décisive. Tout le monde est concerné !

Ce lundi marque le début d'une phase décisive pour notre grève. Le gouvernement prévoit toujours que l'Assemblée nationale examine le projet de loi à partir de mardi. C'est un choix irresponsable. La direction SNCF est toujours aux abonnés absents alors qu'elle porte aussi sa responsabilité dans la grève, par son entreprise de casse systématique du service public et des droits des cheminot-es. C'est une attitude méprisante à l'égard des cheminot-es et des usagers. Notre grève s'adresse au gouvernement et à la direction SNCF. Pas question d'abandonner une partie de nos revendications. Plus que jamais, on lâche rien et on va gagner !

Mardi matin, les cheminot-es de la région parisienne seront devant l'Assemblée nationale, dans la rue, quand les « représentant-es de la nation » discuteront sous les lambris dorés, de notre avenir et de celui du service public ferroviaire. **Et la légitimité sera de notre côté !**

On continue et on renforce la grève !

CGT et SUD-Rail appellent à poursuivre et renforcer le mouvement. Des collègues rentrent de congés, d'autres n'étaient pas ou plus dans la grève en fin de semaine dernière, tous et toutes peuvent contribuer au succès de la lutte que nous menons depuis mardi soir. A la veille de l'examen du projet de loi au Parlement, la direction SNCF va encore annoncer « la fin de la grève », comme elle le fait chaque jour depuis une semaine. Au contraire, nous allons montrer la détermination, la cohésion et la solidarité des cheminot-es en renforçant le mouvement !

Ce lundi matin, les fédérations CGT et SUD-Rail se rendent au siège de l'entreprise pour, une nouvelle fois, exiger des **négociations sur les revendications des grévistes.**

Cuvillier, Valls, « la porte est grande ouverte » ... Oui, mais ça doit faire des courants d'air !

Les responsables de la situation de blocage se succèdent dans les médias pour clamer que « leur porte est grande ouverte ». Ce n'est que de la propagande ! La réalité est que le gouvernement signe un accord inutile avec la CFDT et l'UNSA qui n'appellent pas à la grève, essaie de nous diviser en discutant depuis mercredi matin avec chaque fédération séparément ...sauf avec SUD-Rail, refuse de négocier sur les revendications des grévistes.

Jeudi matin, SUD-Rail s'est rendue à la réunion proposée par le secrétaire d'Etat aux transports car nous sommes là pour porter la voix des grévistes, défendre les revendications mises en avant par les assemblées générales, dans le prolongement de la plate-forme interfédérale unitaire. Nous avons eu raison de claquer la porte et de ne pas nous laisser bernier par la promesse « d'avancées » qui n'en n'étaient pas puisque les sujets au cœur de la grève n'étaient pas traités.

Les premier-es pénalisé-es par la grève, sont les grévistes qui perdent des journées de salaire ; aussi, la fédération SUD-Rail a plusieurs fois relancé le ministère pour des négociations aient enfin lieu. Cuvillier, Valls et consorts sont des menteurs : ils refusent de nous parler. Il faudra pourtant qu'ils s'y résolvent car nous ne changerons pas, nous continuerons à défendre les revendications des grévistes !

La solidarité avec notre grève

Nous recevons des messages de soutien de syndicats de plusieurs pays (Belgique, Espagne, Italie, Suisse, Brésil, Corée, Allemagne,...). Nous avons adressé un message aux cheminot-es de Suède, en grève contre VEOLIA depuis deux semaines. Ici aussi, la solidarité s'organise ; des comités d'usagers, des unions interprofessionnelles Solidaires ou CGT montrent que notre grève est aussi une grève pour le service public ferroviaire dont toute la population a besoin.

C'est aux grévistes de décider des suites de leur grève !

SUD-Rail demande des négociations depuis des mois et donc bien avant cette grève ; celles-ci doivent :

Etre menées avec toutes les fédérations syndicales soutenant la grève (CGT et SUD-Rail).

Portées sur les revendications qui sont au cœur de la grève.

- Réintégration de l'ensemble du système ferroviaire dans une seule entreprise publique
- Arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies
- Annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires
- Maintien du RH 0077 et du Statut, qu'il faut améliorer et étendre à tous les salarié-es du secteur ferroviaire

Se dérouler en toute transparence et leurs conclusions soumises aux A.G. de grévistes.